

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/KOR/4

3 mars 1998

(98-0830)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD

COREE

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 février 1998.

Conformément à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping), j'ai l'honneur de notifier par la présente le texte révisé de la Loi tarifaire et de son Règlement d'application concernant les mesures antidumping. Pour plus de commodité, les passages révisés ont été soulignés. Il est à noter par ailleurs que l'article 4-9 du Règlement d'application de la Loi tarifaire (G/ADP/N/1/KOR/3, page 19) a été supprimé, car il ne touche pas aux questions antidumping.

LOI TARIFAIRE ET REGLEMENTS Y RELATIFS CONCERNANT
LA LUTTE CONTRE LE DUMPING

1. LOI TARIFAIRE

Article 10 (Droit antidumping)

1) Lorsqu'il est établi à la suite d'une enquête que l'importation de produits étrangers à un prix inférieur à leur valeur normale (cas désigné ci-après par le mot "dumping") cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production nationale ou un retard important dans la création d'une branche de production nationale (cas désigné ci-après par l'expression "dommage important, etc.") et qu'il est jugé nécessaire de protéger ladite branche de production, un droit d'un montant ne dépassant pas la différence entre la valeur normale et le prix de dumping (ci-après dénommée la "marge de dumping") desdits produits (droit dénommé ci-après "droit antidumping") peut être imposé sur lesdits produits en sus du droit de douane prévu à l'article 7, les produits en question et le fournisseur ou le pays fournisseur desdits produits devant être désignés par Ordonnance du Premier Ministre.

2) S'il est établi que les éléments de preuve sont suffisants (dans les cas où les engagements visés au paragraphe 3) ne sont pas exécutés ou dans les cas où il n'est pas donné suite à la demande de communication de renseignements concernant l'exécution des engagements et à la demande d'autoriser la vérification des renseignements présentés, les meilleurs renseignements disponibles seront utilisés) pour présumer qu'il y a eu dumping et que les produits à propos desquels une enquête est ouverte pour déterminer si le droit antidumping visé au paragraphe 1) doit ou non être imposé ont causé un dommage important, etc., et s'il est jugé nécessaire de prévenir ledit dommage pendant la période de l'enquête, le Ministre des finances et de l'économie peut, même avant l'issue de l'enquête, imposer un droit antidumping provisoire en sus du droit de douane ou ordonner le versement d'une caution représentant au maximum l'équivalent de l'estimation provisoire de la marge de dumping (ci-après dénommés "mesures provisoires"), en désignant les produits et le fournisseur ou le pays fournisseur desdits produits ainsi que la période de validité desdites mesures.

3) Lorsqu'il a été ouvert une enquête pour déterminer s'il convient ou non d'imposer le droit antidumping prévu au paragraphe 1) et lorsqu'il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant pour une branche de production nationale, l'exportateur des produits visés ou le Ministre des finances et de l'économie peut offrir ou suggérer des engagements de révision du prix ou de cessation des exportations au prix de dumping de manière à pouvoir éliminer le dommage causé par le dumping.

4) Si les engagements mentionnés au paragraphe 3) ci-dessus sont acceptés, le Ministre des finances et de l'économie ordonne la suspension ou la clôture de l'enquête sans adopter de mesures provisoires ou imposer de droit antidumping. Cependant, si le Ministre des finances et de l'économie le juge nécessaire ou si l'exportateur le demande, l'enquête peut être poursuivie.

5) Le droit antidumping visé au paragraphe 1) est imposé et les mesures provisoires visées au paragraphe 2) sont appliquées aux produits importés après l'adoption de ces mesures, étant entendu que, si l'accord international ou le Décret présidentiel le prévoit, le droit antidumping peut être imposé sur les produits auxquels s'appliquent lesdites mesures provisoires.

6) Si la demande d'imposition d'un droit antidumping est retirée, ou s'il a été déterminé que le droit antidumping visé au paragraphe 1) n'a pas lieu d'être imposé, ou si les engagements mentionnés au paragraphe 3) sont acceptés, le droit antidumping provisoire acquitté au titre des mesures provisoires est remboursé ou la caution versée est libérée; dans le cas visé au paragraphe 5), si le droit antidumping

est plus élevé que le droit antidumping provisoire, la différence n'est pas recouvrée et, si le droit antidumping est inférieur au droit antidumping provisoire, la différence est remboursée.

7) Le Ministre des finances et de l'économie peut, en cas de besoin, réexaminer l'imposition du droit antidumping visé au paragraphe 1) et les engagements visés au paragraphe 3) et adopter sur cette base les mesures nécessaires en vue de l'imposition du droit antidumping, de la modification du contenu des engagements, du remboursement, etc.

8) Hormis dans les cas où la date d'expiration de leur période de validité est déterminée séparément par l'Ordonnance du Premier Ministre, le droit antidumping visé au paragraphe 1) ou les engagements acceptés conformément au paragraphe 3) cessent de produire effet cinq ans à compter de l'imposition du droit antidumping ou de l'application des engagements; si le contenu desdits engagements est modifié à la suite du réexamen du dumping et du dommage causé à la branche de production, visé au paragraphe 7), ils cessent de produire effet cinq ans à compter de la date d'application de cette modification, sauf si la durée d'application est fixée séparément par l'Ordonnance du Premier Ministre.

9) La valeur normale, le prix de dumping, l'examen tendant à établir l'existence du dommage important, etc., les engagements, la date jusqu'à laquelle est appliqué le droit antidumping ou la mesure provisoire, la méthode d'imposition, etc., visés aux paragraphes 1) à 7) sont déterminés par le Décret présidentiel.

2. DECRET D'APPLICATION DE LA LOI TARIFAIRE

Article 4-2 (Demande d'imposition d'un droit antidumping)

1) Toute personne ayant un intérêt dans la branche de production nationale ayant subi un dommage important, etc., comme prévu au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, ou le ministre responsable de ladite branche de production, peut demander au Ministre des finances et de l'économie d'imposer un droit antidumping dans les conditions prescrites par l'Ordonnance du Premier Ministre. Ladite demande est assimilée à la demande d'ouverture d'une enquête présentée à la Commission du commerce extérieur, qui est prescrite à l'article 37 de la Loi relative au commerce extérieur, en vue de l'imposition d'un tel droit antidumping.

2) Aux fins d'application des dispositions du paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires à ceux qui sont importés à un prix inférieur à leur valeur normale (à l'exception de toute branche de production gérée par une personne ayant avec les fournisseurs ou les importateurs des produits en question les relations spéciales définies dans l'Ordonnance du Premier Ministre, ou gérée par un producteur qui importe lesdits produits, comme prévu dans l'Ordonnance du Premier Ministre, cette réserve étant également applicable aux dispositions ci-après), ou des producteurs nationaux dont la production représente une part importante de la production nationale totale de produits similaires.

3) Aux fins du paragraphe 1) ci-dessus, l'expression "personne ayant un intérêt dans la branche de production nationale" s'entend d'un producteur national appartenant à une branche de production nationale ayant subi un dommage important, ainsi que de toute personne physique ou morale représentant ses intérêts ou organisation dont il est membre, comme prévu par l'Ordonnance du Premier Ministre.

4) Toute personne souhaitant demander l'ouverture d'une enquête conformément au paragraphe 1) ci-dessus doit soumettre à la Commission du commerce extérieur, en triple exemplaire, une demande écrite contenant les renseignements ci-après et des preuves documentaires suffisantes attestant que les produits faisant l'objet d'un dumping ont été importés et que l'importation desdits produits a causé un dommage important, etc. En pareil cas, la Commission du commerce extérieur informe le Ministre

des finances et de l'économie, ~~et~~ les chefs des organismes administratifs compétents et le gouvernement du pays fournisseur du produit faisant l'objet d'un dumping de la réception d'une demande d'ouverture d'une enquête. Les renseignements à présenter sont les suivants:

1. désignation des produits, dimensions, caractéristiques, utilisation, producteurs et volume de production des produits en question;
2. pays fournisseurs, fournisseurs, volume des exportations, possibilité d'exportation desdits produits, importateurs, volume des importations et possibilité d'importation en Corée;
3. prix sortie usine et prix du marché desdits produits dans le pays fournisseur, et prix à l'exportation vers la Corée et vers des pays tiers;
4. désignation des produits, dimensions, caractéristiques, utilisation, producteurs, volume de production, prix sortie usine et prix du marché et coût de production des produits similaires en Corée;
5. données concernant le dommage important, etc., causé à la branche de production nationale du fait de l'importation des produits susmentionnés;
6. degré de soutien à la demande d'ouverture d'une enquête exprimé par les producteurs nationaux de produits similaires;
7. motifs de la demande éventuelle de traitement confidentiel des données fournies dans la demande et dans les pièces à l'appui; et
8. autres renseignements jugés nécessaires par le Ministre des finances et de l'économie.

Article 4-3 (Ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage important, etc.)

1) Dès réception de la demande visée à la fin du paragraphe 1) de l'article 4-2, la Commission du commerce extérieur détermine s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage important, etc., et, dans le mois suivant la réception de ladite demande, informe le Ministre des finances et de l'économie de sa détermination et des questions ci-après:

1. produits faisant l'objet d'une enquête (ou, si une enquête porte sur de nombreux produits, produits sélectionnés conformément à l'Ordonnance du Premier Ministre);
2. période faisant l'objet d'une enquête; et
3. fournisseurs faisant l'objet d'une enquête (ou, si une enquête porte sur de nombreux fournisseurs, fournisseurs sélectionnés conformément à l'Ordonnance du Premier Ministre).

2) La Commission du commerce extérieur peut, lorsqu'elle statue conformément au paragraphe 1), rejeter la demande d'ouverture d'une enquête dans les cas suivants:

1. si l'auteur de la demande écrite n'a pas qualité pour demander l'imposition du droit prévu au paragraphe 1) de l'article 4-2;
2. s'il n'a pas été présenté de preuves documentaires suffisantes concernant l'existence d'un dumping et d'un dommage important, etc.;

3. si la marge de dumping ou la quantité des produits faisant l'objet d'un dumping est inférieure au niveau fixé dans l'Ordonnance du Premier Ministre ou si le dommage, etc., est jugé insignifiant;
4. si la demande d'ouverture d'une enquête ne répond pas au critère de représentativité de la branche de production nationale fixé dans l'Ordonnance du Premier Ministre; et
5. si une enquête est devenue inutile, par exemple lorsqu'une mesure a déjà été prise pour éliminer tout effet dommageable sur la branche de production nationale.

3) Si la Commission du commerce extérieur détermine qu'il y a lieu d'ouvrir une enquête conformément au paragraphe 1), elle informe l'auteur de la demande d'ouverture d'une enquête, le gouvernement du pays fournisseur et les fournisseurs des produits visés et les autres parties intéressées de toutes questions relatives à la détermination concernant l'ouverture de l'enquête et fait publier lesdites informations dans le Journal officiel dans les dix jours suivant la détermination.

Article 4-4 (Enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage important)

1) La Commission du commerce extérieur est chargée de l'enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage important, etc., visée au paragraphe 1) de l'article 10. Elle peut alors, si elle le juge nécessaire, demander à des fonctionnaires des organismes administratifs compétents ou à des experts de participer à l'enquête.

2) Dans les trois mois suivant la publication au Journal officiel, conformément au paragraphe 3) de l'article 4-3, des informations concernant l'imposition d'un droit antidumping et la détermination d'ouvrir une enquête, la Commission du commerce extérieur procède à une enquête préliminaire pour déterminer si les éléments de preuve sont ou non suffisants pour présumer l'existence d'un dumping et d'un dommage important, etc., et soumet un rapport sur les résultats de cette enquête au Ministre des finances et de l'économie.

3) Dans le mois qui suit la présentation du rapport sur les résultats de l'enquête préliminaire visé au paragraphe 2) ci-dessus, le Ministre des finances et de l'économie détermine s'il est ou non tenu de prendre les mesures prescrites au paragraphe 2) de l'article 10 de la Loi et décide de la teneur desdites mesures. Toutefois, si cela est jugé nécessaire, le délai imparti pour l'adoption de ladite décision peut être prolongé de 20 jours au maximum.

4) S'il apparaît, à la suite de l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2), que la marge de dumping ou la quantité des produits faisant l'objet d'un dumping est inférieure au niveau fixé dans l'Ordonnance du Premier Ministre ou que le dommage, etc., est insignifiant, la Commission du commerce extérieur met fin à l'enquête finale visée au paragraphe 5).

5) Si aucune condition spéciale n'est prescrite dans l'Ordonnance du Premier Ministre, la Commission du commerce extérieur ouvre une enquête finale le jour suivant la présentation du rapport contenant les résultats de l'enquête préliminaire visé au paragraphe 2), et soumet au Ministre des finances et de l'économie un rapport sur les résultats de l'enquête finale dans les trois mois suivant la date d'ouverture de l'enquête.

6) S'il est nécessaire de prolonger les délais impartis pour la réalisation des enquêtes visées aux paragraphes 2) à 5) ci-dessus ou si une partie intéressée demande que lesdits délais soient prolongés pour des raisons justifiées, la Commission du commerce extérieur peut les prolonger d'un mois au maximum.

7) Dans le mois suivant la présentation du rapport contenant les résultats de l'enquête finale visé au paragraphe 5), le Ministre des finances et de l'économie détermine s'il convient ou non d'imposer un droit antidumping, en arrête les modalités et prend les mesures nécessaires pour l'imposer, comme prescrit au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi. Si cela est jugé nécessaire, le délai susmentionné peut être prolongé de 20 jours au maximum.

8) Dans l'année suivant la date de publication au Journal officiel des informations visées au paragraphe 3) de l'article 4-3, le Ministre des finances et de l'économie prend les mesures nécessaires pour imposer le droit antidumping, comme prévu au paragraphe 7) ci-dessus. Toutefois, nonobstant les dispositions des paragraphes 1) de l'article 4-3 et 2) et 5) à 7) de l'article 4-4, le délai imparti pour l'adoption de la mesure imposant le droit antidumping peut être prolongé de six mois au maximum s'il est déterminé qu'une raison particulière le justifie.

9) Si elle le juge nécessaire, la Commission du commerce extérieur peut demander au Ministre des finances et de l'économie de prendre les mesures provisoires prévues au paragraphe 2) de l'article 10 de la Loi, d'imposer le droit antidumping prévu au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi ou de proposer les engagements prévus au paragraphe 3) de l'article 10 de la Loi lorsqu'elle soumet les résultats de l'enquête visée aux paragraphes 2) et 5).

Article 4-5 (Retrait de la demande d'imposition du droit antidumping)

1) Toute personne ayant demandé l'ouverture d'une enquête conformément au paragraphe 1) de l'article 4-2 peut retirer sa demande en signifiant son intention par écrit à la Commission du commerce extérieur. Dans ce cas, si la Commission du commerce extérieur reçoit cet avis de retrait avant d'avoir présenté un rapport sur les résultats de l'enquête préliminaire prévue au paragraphe 2) de l'article 4-4, elle peut mettre fin à la procédure visant à déterminer si une enquête doit ou non être ouverte conformément au paragraphe 1) de l'article 4-3 ou mettre un terme à l'enquête prévue à l'article 4-4, après consultation du Ministre des finances et de l'économie et du chef de l'organisme administratif compétent. Si elle reçoit l'avis de retrait après avoir présenté un rapport sur les résultats de l'enquête préliminaire prévue au paragraphe 2) de l'article 4-4, elle en informe le Ministre des finances et de l'économie.

2) A la réception de la notification visée au paragraphe 1), et après consultation de la Commission du commerce extérieur et des chefs des organismes administratifs compétents, le Ministre des finances et de l'économie peut ordonner que l'enquête prévue à l'article 4-4 ne soit pas ouverte ou peut y mettre fin. Si des mesures provisoires ont été prises en application du paragraphe 2) de l'article 10 de la Loi, lesdites mesures peuvent être rapportées.

3) S'il rapporte une mesure provisoire visée au paragraphe 2) ci-dessus, le Ministre des finances et de l'économie rembourse le droit antidumping provisoire qui a été acquitté ou libère toute caution versée conformément à ladite mesure.

Article 4-6 (Comparaison entre la valeur normale et le prix de dumping)

1) Aux fins du paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, l'expression "valeur normale" désigne le prix payable au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire destiné à la consommation dans le pays fournisseur. Toutefois, lorsque aucune vente d'un produit similaire n'a lieu ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché, il n'est pas possible d'appliquer le prix payable au cours d'opérations commerciales normales, la valeur normale est interprétée comme étant un prix représentatif des prix à l'exportation du produit en question vers des pays tiers, ou le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et pour les bénéfices (ci-après dénommé "valeur construite").

2) Lorsque les produits ne sont pas importés directement du pays d'origine mais importés par l'intermédiaire d'un pays tiers, la valeur normale est le prix payé au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur dudit pays tiers. Toutefois, si les produits transitent simplement par ce pays tiers ou s'il n'y existe ni production d'un produit similaire ni valeur transactionnelle pouvant être considérée comme étant la valeur normale, celle-ci est interprétée comme étant le prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales dans le pays d'origine.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), lorsque les produits considérés sont importés d'un pays dont l'économie n'est pas une économie de marché, mais une économie placée sous le contrôle de l'Etat, la valeur normale est interprétée comme étant le prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour des produits similaires sur le marché intérieur de tout pays tiers à économie de marché autre que la Corée, ou le prix à l'exportation vers tout pays tiers, y compris la Corée, en provenance de tout pays à économie de marché, ou la valeur construite. Toutefois, dans les cas prévus par l'Ordonnance du Premier Ministre, par exemple dans le cas des pays qui sont en transition vers une économie de marché, le prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, comme prévu aux paragraphes 1) et 2) ci-dessus, peut être considéré comme étant la valeur normale.

4) Aux fins du paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, l'expression "prix de dumping" désigne le prix effectivement payé ou payable pour les produits faisant l'objet d'une enquête comme prévu à l'article 4-3, étant entendu toutefois, s'il n'est pas possible de se fonder sur le prix effectivement payé ou payable du fait de l'existence de relations spéciales ou d'un arrangement de compensation entre le fournisseur et l'importateur ou une tierce partie, comme prévu dans l'Ordonnance du Premier Ministre, que le prix de dumping s'entend de l'un des prix suivants:

1. prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant;
2. prix calculé sur la base de critères raisonnables fixés dans l'Ordonnance du Premier Ministre si les produits en question ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés.

5) La comparaison entre la valeur normale et le prix de dumping porte, autant que possible, sur des prix pratiqués simultanément et au même niveau commercial (normalement le stade sortie usine). Il est tenu compte dans chaque cas, comme stipulé dans l'Ordonnance du Premier Ministre, des différences dans les caractéristiques physiques, les quantités vendues, les conditions de vente et la taxation, les niveaux commerciaux de la fluctuation des taux de change, etc., qui influent sur la comparabilité du prix, de la valeur normale et du prix de dumping.

6) Lorsqu'une partie intéressée demande qu'il soit procédé à des ajustements de prix comme prévu au paragraphe 5) en raison de différences dans les caractéristiques physiques ou les quantités vendues et les conditions de vente, elle doit apporter la preuve que ces différences ont eu une incidence directe sur le prix du marché ou le coût de fabrication.

Article 4-7 (Détermination de l'existence d'un dommage important)

1) Lorsque la Commission du commerce extérieur ouvre une enquête et détermine l'existence d'un dommage important, etc., comme prévu à l'article 4-4, l'enquête et la détermination sont fondées sur des éléments de preuve positifs, et notamment sur les points suivants:

1. volume des importations de produits faisant l'objet d'un dumping (y compris la question de savoir s'il y a eu ou non augmentation notable des importations desdits produits, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation nationale);
 2. prix des produits faisant l'objet d'un dumping (y compris la question de savoir s'il y a eu ou non sous-cotation importante des prix desdits produits par rapport aux produits nationaux similaires);
 3. marge de dumping (y compris la question de savoir si les prix à l'importation des produits faisant l'objet d'un dumping sont ou non nettement inférieurs à leur valeur normale établie dans le pays exportateur);
 4. production, taux d'utilisation de la capacité, stocks, volume des ventes, part du marché, prix (y compris la baisse des prix ou la prévention des hausses des prix), bénéfices, productivité, rendement des investissements, retour sur investissement, flux de liquidités, emploi, salaires, croissance, offre de capitaux, capacité d'investissement et évolution technique de la branche de production nationale; et
 5. incidence effective ou potentielle sur la branche de production nationale des facteurs visés aux alinéas 1 et 2 ci-dessus.
- 2) Lorsqu'il est ouvert une enquête sur l'existence d'un dommage important, etc., comme prévu au paragraphe 1) ci-dessus, la détermination concluant à l'existence d'une menace de dommage important est fondée, indépendamment des facteurs visés dans les divers alinéas du paragraphe 1), sur des faits comme les éléments ci-après, et le dommage que menacent de causer les produits faisant l'objet de dumping doit être nettement prévu et imminent:
1. taux d'accroissement notable des importations faisant l'objet d'un dumping, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations;
 2. augmentation substantielle de la capacité de production de l'exportateur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations faisant l'objet d'un dumping vers le marché de la Corée, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles; qui risque d'entraîner une augmentation des exportations faisant l'objet d'un dumping;
 3. risque que les produits faisant l'objet d'un dumping fassent baisser les prix intérieurs ou empêchent des hausses des prix intérieurs de produits similaires et accroissent la demande de nouvelles importations; et
 4. stocks des produits faisant l'objet d'un dumping et des produits similaires.
- 3) En ce qui concerne l'enquête et la détermination de l'existence d'un dommage important, etc., la Commission du commerce extérieur peut procéder à une évaluation cumulative du dommage causé lorsque l'enquête porte simultanément sur les produits de plus d'un pays et lorsque:
1. la marge de dumping et le volume des importations atteignent le niveau fixé dans l'Ordonnance du Premier Ministre; et
 2. les produits faisant l'objet d'un dumping se font concurrence entre eux et font concurrence aux produits nationaux similaires.

4) La Commission du commerce extérieur examine tous les facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui ont causé un dommage à la branche de production nationale, et le dommage important causé par ces autres facteurs ne doit pas être imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping.

Article 4-8 (Demande de coopération des parties intéressées aux fins de l'établissement des faits)

1) Si cela est jugé nécessaire aux fins de l'enquête et pour déterminer si un droit antidumping doit ou non être imposé conformément au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur peut solliciter la coopération des autorités compétentes, des producteurs nationaux, des exportateurs, des importateurs ou de toute partie intéressée, notamment en vue de la fourniture de renseignements pertinents.

2) Les renseignements fournis en application du paragraphe 1) ci-dessus et du paragraphe 4) de l'article 4-2 qui, par leur nature, doivent rester confidentiels, de même que les renseignements dont l'auteur de la demande d'ouverture d'une enquête ou toute partie intéressée aura demandé qu'ils restent confidentiels pour des raisons justifiées, ne sont pas divulgués sans le consentement exprès de la personne qui les a présentés.

3) Le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur peut demander à la personne ayant fourni des renseignements confidentiels comme prévu au paragraphe 2) d'en présenter un résumé non confidentiel. L'intéressé, s'il ne peut pas présenter un tel résumé, fournit un document pour en expliquer les raisons.

4) Si la demande de traitement confidentiel présentée conformément au paragraphe 2) n'est pas jugée fondée et si la personne qui a fourni des renseignements refuse de les rendre publics ou de présenter le résumé non confidentiel visé au paragraphe 3) sans raisons justifiées, le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur peut ne pas tenir compte desdits renseignements, à moins que des preuves suffisantes de leur exactitude puissent être présentées.

5) Si, au cours de l'enquête ouverte pour déterminer s'il doit être imposé un droit antidumping comme prescrit au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, parce qu'il s'avère difficile de conduire l'enquête ou de vérifier les renseignements, une partie intéressée ne fournit pas les renseignements nécessaires, refuse de se soumettre à l'enquête ou entrave l'action de la Commission du commerce extérieur ou pour d'autres raisons, le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur peut décider de prendre une mesure pour empêcher le dumping sur la base des renseignements disponibles.

6) Le Ministre des finances et de l'économie et la Commission du commerce extérieur ne peuvent pas utiliser à d'autres fins les informations et données obtenues des parties intéressées ni les faits reconnus par celles-ci dans le cadre de la procédure antidumping.

7) Si une partie intéressée demande à avoir accès à des renseignements autres que ceux faisant l'objet d'un traitement confidentiel, aux preuves documentaires présentées conformément au paragraphe 4) de l'article 4-2 ou aux renseignements ou informations fournis conformément aux paragraphes 1) et 9) de l'article 4-11, le Ministre des finances et de l'économie et la Commission du commerce extérieur font droit à cette demande, à moins qu'il n'existe une raison particulière de s'y opposer. La demande susmentionnée doit être présentée par écrit, être motivée et préciser les renseignements dont la communication est demandée.

8) Le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur peut, si cela est jugé nécessaire ou à la demande de toute partie intéressée, donner à celle-ci la possibilité d'exprimer ses vues au cours de débats publics ou de consultations avec les parties adverses.

9) Lorsque le receveur des douanes, le directeur d'une banque cambiste, un autre organisme compétent ou une organisation intéressée jugent que des produits importés font l'objet d'un dumping, ils en informent le Ministre des finances et de l'économie et la Commission du commerce extérieur.

Article 4-9 (Imposition du droit antidumping)

1) Le droit antidumping prévu au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi peut être imposé sur la base d'un taux de droit antidumping ou d'un prix de base à l'importation déterminé pour chaque fournisseur ou pays fournisseur. Toutefois, s'il est difficile de mener une enquête ou de vérifier les renseignements parce que des fournisseurs ne présentent pas les renseignements visés à l'article 4-8 ou refusent de rendre publics lesdits renseignements sans raison justifiée, ou pour d'autres raisons, il peut être déterminé un taux ou un prix de base à l'importation unique.

2) En ce qui concerne les fournisseurs non sélectionnés pour faire l'objet de l'enquête ouverte conformément au paragraphe 1) de l'article 4-3, le droit antidumping peut être imposé sur la base d'un taux ou d'un prix de base à l'importation calculé d'après la moyenne pondérée des taux de droits antidumping ou des prix de base à l'importation applicables aux fournisseurs faisant l'objet de l'enquête. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1) ci-dessus s'appliquent aux fournisseurs qui ont exporté pendant la période sur laquelle porte l'enquête mais qui n'ont pas été sélectionnés aux fins de celle-ci et qui ont présenté les renseignements prévus à l'article 4-8.

3) Dans les cas où le droit antidumping est imposé à tout pays fournisseur désigné conformément au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi, si un nouveau fournisseur du pays fournisseur qui exporte après la période sur laquelle porte l'enquête ouverte conformément au paragraphe 1) de l'article 4-3 a une relation spéciale, du type de celles qui sont prévues dans l'Ordonnance du Premier Ministre, avec un fournisseur auquel le droit antidumping est imposé conformément au paragraphe 1), le droit antidumping est calculé d'après le taux ou le prix de base à l'importation qui est appliqué audit fournisseur. Toutefois, si ce nouveau fournisseur peut apporter la preuve qu'il n'a pas de relations spéciales de cette nature, le droit antidumping peut être imposé sur la base d'un taux ou d'un prix de base à l'importation spécifique calculé pendant l'enquête. En pareil cas, la méthode, la procédure, etc., d'enquête peuvent être différentes de celles qui sont adoptées pour les personnes initialement visées par l'enquête, conformément à l'Ordonnance du Premier Ministre.

4) Le prix de base à l'importation visé aux paragraphes 1) à 3) ci-dessus ne doit pas excéder le montant calculé en ajoutant les dépenses liées à l'importation à la valeur normale dans le pays fournisseur, ajustée comme prévu au paragraphe 5) de l'article 4-6.

Article 4-10 (Application de mesures provisoires)

1) Les mesures provisoires prévues au paragraphe 3) de l'article 4-4 peuvent être appliquées si, à la suite de l'enquête préliminaire prévue au paragraphe 2) dudit article, il a été établi une détermination positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé à une branche de production et si un délai d'au moins 60 jours s'est écoulé depuis l'ouverture de l'enquête.

2) La période d'application des mesures provisoires prévues au paragraphe 3) de l'article 4-4 n'excédera pas quatre mois; toutefois, elle pourra être portée à six mois si un fournisseur représentant un pourcentage significatif du commerce des produits visés le demande.

3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 2) ci-dessus, si cela est jugé nécessaire, le Ministre des finances et de l'économie peut prolonger la période d'application des mesures provisoires conformément à l'accord international.

4) Si le versement d'une caution est ordonné conformément au paragraphe 2) de l'article 10 de la Loi, le montant de la caution doit être supérieur à l'équivalent du droit antidumping provisoire.

Article 4-11 (Engagements en matière de révision des prix, de cessation des exportations, etc.)

1) Si un exportateur d'un produit au sujet duquel une enquête a été ouverte pour déterminer si un droit antidumping doit ou non être imposé souhaite offrir des engagements conformément au paragraphe 3) de l'article 10 de la Loi, ou demande que l'enquête ouverte pour déterminer l'existence d'un dommage soit poursuivie comme prévu au paragraphe 4) de l'article 10 de la Loi, il doit en informer par écrit la Commission du commerce extérieur avant que celle-ci ne rende une détermination finale fondée sur les résultats de l'enquête préliminaire conformément au paragraphe 5 de l'article 4-4. La Commission du commerce extérieur notifie aussitôt au Ministre des finances et de l'économie la teneur des informations qu'elle a reçues.

2) Si les engagements offerts conformément au paragraphe 1) ci-dessus consistent en une révision immédiate des prix, ou en la cessation des exportations dans un délai de six mois, le Ministre des finances et de l'économie peut accepter ces engagements. Toutefois, s'il juge difficile de garantir le respect des engagements conformément aux dispositions de l'Ordonnance du Premier Ministre, le Ministre des finances et de l'économie peut refuser de les accepter.

3) Le Ministre des finances et de l'économie peut proposer un engagement conformément au paragraphe 3) de l'article 10 de la Loi en désignant les exportateurs.

4) Le Ministre des finances et de l'économie peut refuser d'accepter un engagement, comme prévu au paragraphe 2) ci-dessus, ou de proposer un engagement, comme prévu au paragraphe 3) ci-dessus avant que l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant pour une branche de production ait été établie à la suite de l'enquête préliminaire.

5) Supprimé

6) Si l'exportateur n'exécute pas les engagements acceptés conformément au paragraphe 4) de l'article 10 de la Loi, le Ministre des finances et de l'économie peut prendre sans délai des mesures antidumping sur la base des meilleurs renseignements disponibles.

7) S'il y a, à la suite de l'enquête menée conformément au paragraphe 4) de l'article 10 de la Loi, détermination négative de l'existence d'un dommage important ou d'une marge de dumping, le Ministre des finances et de l'économie peut déclarer les engagements caducs, étant entendu qu'il peut les maintenir pendant la période jugée appropriée s'il considère qu'une telle détermination est due à l'existence des engagements et, si l'exportateur refuse de les exécuter, il peut prendre sans délai des mesures antidumping sur la base des meilleurs renseignements disponibles.

Article 4-12 (Imposition rétroactive du droit antidumping)

1) Parmi les produits auxquels des mesures provisoires ont été appliquées conformément au paragraphe 5) de l'article 10 de la Loi, un droit antidumping peut être imposé sur les suivants:

1. produits importés pendant la période d'application des mesures provisoires dans le cas où une détermination finale de l'existence d'un dommage important a été établie ou

dans le cas où une détermination finale de l'existence d'une menace de dommage important a été établie mais où l'on estime qu'une détermination finale de l'existence d'un dommage important aurait été établie en l'absence de mesures provisoires;

2. produits importés 90 jours au plus avant la date d'application des mesures provisoires dans les cas où il est nécessaire d'imposer rétroactivement le droit antidumping pour empêcher que se reproduise un dommage important, etc., causé par une importation massive en un temps relativement court et où les produits ont fait l'objet d'un dumping et ont causé un dommage important, etc., dans le passé ou que l'importateur savait ou aurait pu savoir que le dumping était pratiqué et qu'il causait un dommage important, etc.;
 3. produits importés 90 jours au plus avant la date d'application des mesures provisoires dans le cas où il a été reconnu que le dommage important, etc., était causé par l'importation de produits auxquels avaient été appliquées les mesures provisoires, en violation de l'engagement prévu au paragraphe 3) de l'article 10 de la Loi. Dans ce cas, les produits importés avant la violation des engagements sont exclus; et
 4. autres produits importés pendant la période déterminée par le Ministre des finances et de l'économie dans les conditions prévues par l'accord international.
- 2) Toute personne ayant un intérêt dans la branche de production nationale, comme prévu à l'article 4-2, peut demander l'imposition du droit antidumping prévu au paragraphe 5) de l'article 10 de la Loi en apportant la preuve que le produit en question relève de l'un des alinéas du paragraphe 1) ci-dessus, dans les sept jours suivant la fin de l'enquête finale prévue au paragraphe 5) de l'article 4-4.

Article 4-13 (Liquidation du montant du droit antidumping provisoire, etc.)

- 1) Dans les cas prévus au paragraphe 1) de l'article 4-12, si le montant du droit antidumping imposé sur les produits importés pendant la période d'application des mesures provisoires conformément au paragraphe 6) de l'article 10 de la Loi est égal ou supérieur à celui du droit antidumping provisoire, ce montant est ramené à ce dernier et la différence n'est pas recouvrée, et si le droit antidumping est inférieur au droit antidumping provisoire, la différence est remboursée.
- 2) Si une caution a été versée conformément au paragraphe 2) de l'article 10 de la Loi dans les cas prévus au paragraphe 1) de l'article 4-12, le montant du droit antidumping à imposer rétroactivement pendant la période d'application des mesures provisoires ne doit pas dépasser celui du droit antidumping provisoire.
- 3) Si un engagement au sens du paragraphe 1) de l'article 4-11 est accepté après établissement d'une détermination positive résultant de l'enquête finale visée au paragraphe 5) de l'article 4-4-, la différence entre le droit antidumping provisoire et la marge de dumping définitive est remboursée.

Article 4-14 (Réexamen du droit antidumping et des engagements)

- 1) Si cela est jugé nécessaire ou si toute partie intéressée ou le ministre responsable de la branche de production concernée présente une demande de réexamen accompagnée d'autres preuves documentaires établissant que l'une quelconque des conditions visées aux alinéas suivants est remplie, le Ministre des finances et de l'économie peut décider de procéder ou non au réexamen prévu au paragraphe 7) de l'article 10 de la Loi en ce qui concerne les produits auxquels le droit antidumping a été appliqué ou pour lesquels les engagements ont été exécutés:

1. si les circonstances ont suffisamment changé pour modifier la teneur des mesures après l'application d'un droit antidumping ou l'exécution d'un engagement;
 2. si le fait de mettre fin à un droit antidumping ou à un engagement a pu causer un dommage à la branche de production nationale;
 3. si le droit antidumping acquitté a dépassé la marge effective de dumping.
- 2) La demande de réexamen visée au paragraphe 1) peut être présentée un an après la mise en vigueur d'un droit antidumping ou d'un engagement et doit l'être six mois avant leur expiration. En pareil cas, le Ministre des finances et de l'économie détermine s'il est nécessaire de procéder à ce réexamen dans le mois suivant la réception de la demande.
- 3) Outre le réexamen mené conformément au paragraphe 1), le Ministre des finances et de l'économie peut procéder à un réexamen pour déterminer si le taux du droit antidumping imposé ou l'engagement en vigueur sont appropriés et, à cette fin, il examine chaque année le prix de dumping en relation avec le droit antidumping ou le contenu de l'engagement (y compris le contenu modifié à la suite du réexamen) au cours du mois correspondant à la date de leur entrée en vigueur.
- 4) Lorsqu'il s'agit de déterminer si un réexamen est nécessaire conformément au paragraphe 1) ou 3), le Ministre des finances et de l'économie peut consulter les chefs des organismes administratifs compétents et la Commission du commerce extérieur et, s'il est déterminé qu'un réexamen est nécessaire, la Commission du commerce extérieur procède à une enquête, laquelle porte uniquement sur les parties modifiées qui motivent le réexamen.
- 5) La Commission du commerce extérieur mène à bien l'enquête visée au paragraphe 4), et en présente les résultats au Ministre des finances et de l'économie dans les six mois suivant le début du réexamen. Toutefois, s'il est nécessaire de prolonger le délai imparti pour l'enquête ou si les parties intéressées demandent la prolongation de ce délai pour des raisons valables, la Commission du commerce extérieur peut le prolonger de quatre mois au maximum.
- 6) S'il est nécessaire de prendre les mesures prévues au paragraphe 7) de l'article 10 de la Loi, le Ministre des finances et de l'économie prend lesdites mesures dans le mois qui suit la présentation des résultats de l'enquête, étant entendu toutefois que, si cela est jugé nécessaire, ce délai peut être prolongé de 20 jours au maximum.
- 7) Dans le cas où il est procédé à un réexamen pour des raisons mentionnées au deuxième alinéa du paragraphe 1) ci-dessus, une mesure antidumping demeure en vigueur pendant la période du réexamen même si elle expire pendant cette période.
- 8) Le Ministre des finances et de l'économie, s'il constate, à la suite du réexamen entrepris conformément au paragraphe 1) ou 3), que les engagements ont perdu ou risquent de perdre leur efficacité, peut demander à l'exportateur qui les applique de les réviser et, en cas de refus, il peut adopter la mesure antidumping sur la base des renseignements disponibles.

Article 4-15 (Avis au public et notification aux parties intéressées, etc.)

- 1) Dans les cas suivants, le Ministre des finances et de l'économie publie les détails au Journal officiel et les notifie par écrit aux parties intéressées:
1. lorsqu'il a décidé de prendre ou de ne pas prendre une mesure prévue aux paragraphes 1) et 2) de l'article 10 de la Loi;

2. lorsqu'il suspend, clôt ou poursuit une enquête en acceptant les engagements prévus au paragraphe 3) de l'article 10 de la Loi;
 3. lorsqu'il engage le réexamen prévu au paragraphe 7) de l'article 10 de la Loi, ou qu'il modifie la teneur des mesures antidumping à la suite d'un réexamen; et
 4. supprimé.
- 2) Dans les cas suivants, le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur notifie les détails aux parties intéressées:

1. lorsque la demande d'ouverture d'une enquête est rejetée conformément au paragraphe 2) de l'article 4-3 ou que l'enquête est suspendue ou close conformément au paragraphe 4) de l'article 4-4;
 2. lorsque le délai imparti pour l'enquête est prolongé conformément au paragraphe 6) de l'article 4-4 et au paragraphe 5) de l'article 4-14;
 3. lorsque le délai est prolongé conformément au paragraphe 8) de l'article 4-4;
 4. lorsque la demande d'imposition du droit antidumping est retirée conformément à l'article 4-5, ce qui suspend la détermination sur le point de savoir s'il convient d'ouvrir une enquête ou d'y mettre fin;
 5. lorsque la période d'application de la mesure provisoire est prolongée conformément au paragraphe 2) ou 3) de l'article 4-10;
 6. lorsque le Ministre des finances et de l'économie suggère des engagements conformément au paragraphe 3) de l'article 4-11;
 7. lorsque la détermination préliminaire est rendue à la suite de l'enquête préliminaire prévue au paragraphe 3) de l'article 4-4; et
 8. lorsque la détermination finale est rendue à la suite de l'enquête finale prévue au paragraphe 5) de l'article 4-4.
- 3) Si les parties intéressées en font la demande par écrit, le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur leur notifie les détails de l'enquête menée conformément à l'article 4-4.

3. REGLEMENT D'APPLICATION DE LA LOI TARIFAIRE

Article 4 (Demande d'ouverture d'une enquête en vue de l'imposition d'un droit antidumping)

- 1) L'expression "produits similaires", au paragraphe 2) de l'article 4-2 du Décret, désigne des produits qui sont identiques à tous égards, y compris pour ce qui est de leurs caractéristiques physiques, de leur qualité, de leur reconnaissance par les consommateurs, etc. (y compris les produits dont l'apparence a été modifiée de manière insignifiante), ou, à défaut, des produits dont la fonction, les caractéristiques et les éléments constitutifs ressemblent étroitement à ceux des produits importés.
- 2) Le paragraphe 1) de l'article 3-6 s'applique *mutatis mutandis* aux producteurs qui ont les relations spéciales prévues au paragraphe 2) de l'article 4-2 du Décret, étant entendu qu'aux fins de la

détermination de l'existence desdites relations spéciales, les producteurs de produits similaires aux produits importés qui vendent les produits à un prix et à des conditions identiques ou similaires à ceux pratiqués par une personne qui n'a pas de telles relations, comme prévu dans le texte du présent article, peuvent être exclus de la définition des producteurs ayant des relations spéciales.

3) L'expression "un producteur qui importe lesdits produits comme prévu par l'Ordonnance du Premier Ministre", au paragraphe 2) de l'article 4-2 du Décret, désigne un producteur qui importe les produits en question, mais exclut:

1. un producteur qui a importé lesdits produits six mois avant la date de réception de la demande prévue au paragraphe 4) de l'article 4-2 du Décret; et
2. un producteur qui importe des quantités insignifiantes de ces produits.

4) L'expression "personne prévue par l'Ordonnance du Premier Ministre", au paragraphe 3) de l'article 4-2 du Décret, désigne les associations, unions, etc., de producteurs nationaux de produits similaires.

Article 4-2 (Ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage important, etc.)

1) Aux fins de la sélection des produits et des fournisseurs qui feront l'objet de l'enquête, comme le prévoit le paragraphe 1) (premier et troisième alinéas) de l'article 4-3 du Décret, il est utilisé en principe une méthode d'échantillonnage qui soit statistiquement valable sur la base des données disponibles (y compris une méthode de sélection des produits ou des fournisseurs fondée sur le pourcentage du volume des importations).

2) L'expression "niveau fixé dans l'Ordonnance du Premier Ministre", au troisième alinéa du paragraphe 2) de l'article 4-3, au paragraphe 4) de l'article 4-4 et au premier alinéa du paragraphe 3) de l'article 4-7 du Décret, s'entend de ce qui est indiqué dans chacun des alinéas suivants:

1. pour les marges de dumping: 2 pour cent au moins du prix de dumping; et
2. pour le volume des importations de produits faisant l'objet d'un dumping: lorsque le volume total des importations en provenance des pays fournisseurs, représentant individuellement moins de 3 pour cent du volume des importations dans le pays de produits similaires, dépasse 7 pour cent du volume desdites importations.

3) Le membre de phrase "lorsque la demande d'ouverture d'une enquête ne répond pas au critère de représentativité de la branche de production nationale fixé dans l'Ordonnance du Premier Ministre", au quatrième alinéa du paragraphe 2) de l'article 4-3 du Décret, s'entend de ce qui est indiqué dans chacun des paragraphes suivants:

1. lorsque la demande est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées de produits similaires ne constituent pas plus de 50 pour cent de la production totale de ces produits par les producteurs nationaux exprimant leur soutien ou leur opposition à la demande; et
2. lorsque les productions additionnées des producteurs nationaux soutenant la demande représentent moins de 25 pour cent de la production nationale totale de produits similaires.

Article 4-3 (Retrait de la demande d'ouverture d'une enquête aux fins de l'imposition d'un droit antidumping)

1) Quiconque a présenté une demande d'ouverture d'une enquête conformément au paragraphe 1) de l'article 4-5 du Décret et souhaite la retirer doit soumettre une requête motivée à cet effet, avec pièces à l'appui, à la Commission du commerce extérieur.

2) Dans les cas où la demande de retrait est formulée pendant le déroulement de l'enquête préliminaire ou de l'enquête finale prévue au paragraphe 2) ou 5) de l'article 4-4 du Décret, respectivement, et où les raisons avancées pour justifier le retrait sont considérées comme dénuées de fondement, le Ministre des finances et de l'économie ou la Commission du commerce extérieur peut attendre la fin de l'enquête préliminaire ou de l'enquête finale pour décider si la demande de retrait doit ou non avoir pour effet de mettre fin à l'enquête.

Article 4-4 (Comparaison entre la valeur normale et le prix de dumping)

1) Aux fins du calcul du prix pratiqué dans le cadre d'opérations commerciales normales et du prix à l'exportation vers des pays tiers comme prévu au paragraphe 1) de l'article 4-6, il n'est pas tenu compte du prix de vente dans les cas suivants:

1. si les produits similaires sont vendus à des prix inférieurs au coût de production majoré des frais de commercialisation et d'administration et des frais de caractère général (ci-après dénommés les "coûts") et si le volume desdites ventes représente au moins 20 pour cent du volume vendu dans le cadre des transactions considérées aux fins de la détermination de la valeur normale et si les ventes, à l'exclusion des ventes effectuées à un prix inférieur aux coûts, ne permettent pas de récupérer les coûts dans un délai raisonnable. (Si les prix qui sont inférieurs aux coûts au moment de la vente sont supérieurs aux coûts moyens pondérés pour la période couverte par l'enquête, il est considéré que ces prix permettent de récupérer les coûts dans un délai raisonnable); et
2. si le prix de vente des produits similaires entre parties liées comme prévu dans les différents alinéas du paragraphe 1) de l'article 3-6 du Décret a été affecté par cette relation.

2) La situation particulière du marché, etc., dont il est question au paragraphe 1) de l'article 4-6 du Décret est considérée comme comprenant les cas dans lesquels les ventes dans le pays fournisseur représentent moins de 5 pour cent des importations en provenance dudit pays et où la valeur normale ne peut pas être calculée sur la base desdites ventes, sauf s'il est établi que les ventes dans le pays fournisseur dans ces proportions réduites peuvent néanmoins servir de base à une comparaison avec le prix de dumping.

3) S'agissant de l'évaluation de la valeur construite visée au paragraphe 1) de l'article 4-6, les montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, seront fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par le fournisseur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne pourront pas être ainsi déterminés, ils pourront l'être sur la base:

1. des montants réels que le fournisseur faisant l'objet de l'enquête a engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes, sur le marché intérieur du pays d'origine, de la même catégorie générale de produits;

2. de la moyenne pondérée des montants réels que les autres fournisseurs en question ont engagés ou obtenus en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;
 3. de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres fournisseurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine.
- 4) Aux fins de l'application du paragraphe 3) de l'article 4-6, le pays dont l'économie n'est pas une économie de marché est le pays similaire au pays fournisseur du produit considéré pour ce qui est du niveau de développement économique, des technologies de production du produit, etc.
- 5) L'expression "cas prévus par l'Ordonnance du Premier Ministre", au paragraphe 3) de l'article 4-6 du Décret, désigne les cas dans lesquels la production et les ventes des produits s'effectuent dans le cadre d'un système d'économie du marché.
- 6) L'expression "relations spéciales comme prévu dans l'Ordonnance du Premier Ministre", au paragraphe 4) de l'article 4-6 du Décret, désigne les relations prévues dans chaque alinéa du paragraphe 1) de l'article 3-6.
- 7) Le prix calculé sur la base de critères raisonnables, comme prévu à l'alinéa 2 du paragraphe 4) de l'article 4-6, est interprété comme désignant le prix calculé en tenant compte des frais encourus lors de l'importation, des frais de revente et de bénéfices raisonnables.
- 8) En principe, la comparaison entre la valeur normale et le prix de dumping prévue au paragraphe 5) de l'article 4-6 du Décret est faite sur la base d'une moyenne pondérée des volumes et des prix.
- 9) L'ajustement de prix effectué pour tenir compte d'une différence dans les caractéristiques physiques des produits, comme prévu à la fin du paragraphe 5) de l'article 4-6 du Décret, est fondé sur l'incidence desdites caractéristiques physiques sur le prix du marché dans le pays fournisseur, étant entendu que, si des données concernant le prix du marché dans le pays fournisseur ne sont pas disponibles ou ne peuvent pas servir à une comparaison des prix, l'ajustement peut être fondé sur la différence dans les coûts de production imputable à une différence dans les caractéristiques physiques.
- 10) L'ajustement de prix effectué pour tenir compte d'une différence dans le volume des ventes prévu à la fin du paragraphe 5) de l'article 4-6 du Décret est opéré uniquement dans les cas où une production massive permet de réaliser des économies sur les coûts de production ou s'il est consenti une ristourne, en raison d'une vente massive, offerte à tous les acheteurs dans le cadre d'opérations commerciales normales.
- 11) L'ajustement de prix effectué pour tenir compte d'une différence dans les conditions de vente prévu à la fin du paragraphe 5) de l'article 4-6 du Décret est opéré uniquement lorsque lesdites conditions de vente sont si directement liées au prix de vente qu'elles ont une incidence sur ce dernier.
- 12) L'ajustement de prix effectué pour tenir compte des fluctuations des taux de change prévu à la fin du paragraphe 5) de l'article 4-6 du Décret est opéré uniquement en cas de fluctuations durables des taux de change.

Article 4-5 (Demande de traitement confidentiel, etc., par les parties intéressées)

1) Seuls peuvent faire l'objet d'un traitement confidentiel, comme prévu au paragraphe 2) de l'article 4-8 du Décret, les renseignements relatifs aux questions ci-après, dont la divulgation risquerait de porter tort aux intérêts des personnes les ayant présentées ou des parties intéressées:

1. coûts de production;
2. documents comptables qui n'ont pas été rendus publics;
3. raison sociale, adresse et volume des ventes des partenaires commerciaux;
4. questions concernant les personnes ayant fourni des renseignements confidentiels; et
5. données considérées comme devant faire l'objet d'un traitement confidentiel.

2) Les autorités chargées de l'enquête, lorsqu'elles organisent des débats publics comme prévu au paragraphe 8) de l'article 4-8 du Décret, informent le Ministre des finances et de l'économie de leur date et de leurs résultats.

3) Quiconque souhaite que soit prolongée la période d'application des mesures provisoires comme prévu au paragraphe 2) de l'article 4-10 doit présenter sa demande au moins dix jours avant la date d'expiration desdites mesures.

Article 4-6 (Imposition du droit antidumping)

1) Le droit antidumping prévu au paragraphe 1) de l'article 10 de la Loi est imposé selon l'une des méthodes ci-après:

1. méthode du taux fixe: valeur en douane multipliée par le taux déterminé, lequel ne doit pas excéder le taux de dumping calculé sur la base de la formule:

$$\text{taux de dumping} = \frac{\text{valeur normale ajustée} - \text{prix de dumping ajusté}}{\text{prix de dumping ajusté}} \times 100$$

2. méthode du prix de base à l'importation: prix de base à l'importation, comme prévu au paragraphe 4) de l'article 4-9 du Décret, moins valeur en douane.

2) Aux fins du calcul de la moyenne pondérée des taux du droit antidumping ou des prix de base à l'importation comme prévu au paragraphe 2) de l'article 4-9, la pondération peut porter sur le volume des exportations de chaque fournisseur. A cet égard, il peut ne pas être tenu compte de la marge de dumping si elle est nulle ou si elle est inférieure à 2 pour cent du prix de dumping.

3) Le Ministre des finances et de l'économie procède, dans le cas d'un nouveau fournisseur prévu au paragraphe 3) de l'article 4-9, à une enquête plus rapide que celle envisagée à l'article 4-4 du Décret. En pareil cas, l'enquête visant à déterminer l'existence d'un dommage important, etc., peut être remplacée par l'enquête visant le pays fournisseur.

Article 4-7 (Engagements en matière de révision des prix, de cessation des exportations, etc.)

1) Lorsqu'un exportateur souhaite proposer des engagements à la Commission du commerce extérieur, comme prévu au paragraphe 1) de l'article 4-11 du Décret, lesdits engagements doivent comprendre:

1. un engagement de l'exportateur de porter le prix à l'exportation à un niveau de nature à éliminer le dommage important, etc., ou de cesser d'exporter dans le délai déterminé en consultation avec le Ministre des finances et de l'économie, ou de ramener le volume des exportations à un certain niveau dans le délai déterminé en consultation avec le Ministre des finances et de l'économie;
2. des renseignements sur les produits commandés ou expédiés avant l'acceptation de l'engagement;
3. un engagement de l'exportateur de ne rien faire pour se soustraire à l'exécution de l'engagement en modifiant le type, la forme, le nom, etc., des produits ou en vendant des produits de qualité inférieure, etc.;
4. un engagement de l'exportateur de ne pas violer dans la pratique l'engagement en vendant par l'intermédiaire d'un pays tiers ou d'une tierce partie, etc.;
5. un engagement de l'exportateur de rendre compte périodiquement au Ministre des finances et de l'économie du volume des ventes et du prix dans le pays exportateur ainsi que du volume des exportations vers la Corée et de leur prix;
6. un engagement de permettre la vérification des données pertinentes; et
7. un engagement de renégocier si le Ministre des finances et de l'économie en fait la demande en cas d'autres changements de circonstances.

2) Avant d'accepter un engagement, le Ministre des finances et de l'économie peut, conformément au paragraphe 2) de l'article 4-11 du Décret, demander l'avis de la Commission du commerce extérieur, du chef de l'organisme administratif compétent et des parties intéressées.

3) Le Ministre des finances et de l'économie peut refuser d'accepter un engagement conformément au paragraphe 2) de l'article 4-11 du Décret dans les cas où:

1. la personne ayant proposé un engagement au nom d'un certain nombre d'exportateurs ne peut pas prouver qu'un accord complet est intervenu entre ces exportateurs;
2. il existe une circonstance qui risque de rendre difficile la confirmation appropriée de l'exécution des engagements ou l'enquête à ce sujet; et
3. il existe des motifs raisonnables de refuser d'accepter l'engagement, par exemple des violations d'engagements antérieurs, etc.

4) Conformément au paragraphe 3 de l'article 4-11 du Décret, l'exportateur auquel le Ministre des finances et de l'économie a proposé un engagement doit notifier dans le mois qui suit s'il l'accepte ou non.

Article 4-8 (Demande de réexamen)

Les parties intéressées habilitées à demander un réexamen sont les suivantes:

1. les producteurs nationaux de produits similaires ou leurs organisations;
2. les producteurs, fournisseurs ou importateurs des produits faisant l'objet de mesures antidumping ou leurs organisations; et
3. les autres personnes que le Ministre des finances et de l'économie juge avoir un intérêt.

Article 4-9 - supprimé.
